NATIONS UNIES

A

Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/47/437
14 septembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

UN LIBRARY
SEP 30 1992
UN/SA COLLECTION

Quarante-septième session
Points 9, 61, 79, 80, 81, 82 et 85 de
l'ordre du jour provisoire*

DEBAT GENERAL

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

RAPPORT DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES

COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'ELIMINER LA PAUVRETE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

COOPERATION INTERNATIONALE POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT

Note verbale datée du 11 septembre 1992, adressée au Secrétariat par la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de lui remettre, sur la demande du Président du Conseil InterAction, le texte en anglais, espagnol et français de la Déclaration finale adoptée par le Conseil à sa dixième session, qui s'est tenue à Queretaro (Mexique) du 28 au 31 mai 1992 (voir annexe).

* A/47/150.



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

La Mission permanente du Mexique serait obligée au Secrétariat de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 9, 61, 79, 80, 81, 82 et 85 de l'ordre du jour provisoire.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

ANNEXE

Déclaration finale, adoptée par le Conseil InterAction à sa dixième session, tenue à Querétaro (Mexique) du 28 au 31 mai 1992

# I. A LA RECHERCHE D'UN ORDRE MONDIAL

1. Avec la disparition de la guerre froide, le monde est entré dans une ère qui lui ouvre des perspectives nouvelles. L'idée d'un nouvel ordre mondial est certes séduisante mais, dans les conditions actuelles, la recherche d'un tel ordre est une entreprise très ambitieuse. Il serait par conséquent préférable d'élaborer des règles additionnelles qui permettraient aux peuples de s'adapter à l'évolution de la constellation internationale. Dans ce contexte, le Conseil InterAction approuve le rapport de M. Helmut Schmidt sur les conclusions et recommandations d'un groupe de haut niveau intitulé "A la recherche d'un ordre mondial: les problèmes de survie"[1]

## Maîtrise et prolifération des armements

2. La fin de la guerre froide donne au monde une occasion exceptionnelle d'opérer des coupes notables dans ses arsenaux d'armements. Mais elle fait également courir des risques nouveaux de prolifération nucléaire tout en offrant, chose paradoxale, de nouveaux prétextes d'inaction. Le monde bipolaire de Yalta qui a tellement dominé les relations internationales ces 45 dernières années a cédé la place à une période d'instabilité et d'imprévisibilité que sont venus aggraver la désintégration de l'Union soviétique et le climat d'incertitude en découlant dans le domaine de la sécurité. Loin de justifier une inertie, cette situation n'en a rendu que plus impérieuse la nécessité de procéder à un désarmement. En effet, la raison d'être de la prolifération sera d'autant plus grande qu'aucune mesure n'est prise en ce sens.

3. Il importe pour le moins que le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui doit être examiné en 1995, soit élargi et prolongé de 25 ans. De surcroît, ce traité doit être appliqué dans son intégralité. En contrepartie de l'adhésion à l'article II en vertu duquel les Etats non dotés d'armes nucléaires s'engagent à ne pas posséder, fabriquer ou transférer des armes nucléaires, les Etats dotés d'armes nucléaires doivent de leur côté s'engager à respecter l'article VI aux termes duquel ils se sont engagés à se livrer progressivement à un désarmement général et complet qui serait soumis à un contrôle international rigoureux et efficace. Il se peut en effet que, dans le monde du XXIème siècle, l'article VI du traité sur la non-prolifération des armes nucléaire s'avère pour l'avenir de la non-prolifération un élément aussi crucial que son article II l'a été par le passé.

---

[1] En dehors de M. Schmidt, les membres ci-après du Conseil InterAction ont participé à la réunion: Andries VAN AGT (Pays-Bas), Lord CALLAGHAN OF CARDIFF (Royaume-Uni), Miguel DE LA MADRID (Mexique), Daniel M. LISULO (Zambie), Olusegun OBASANJO (Nigéria), Maria de Lourdes PINTASILGO (Portugal) et Pierre Elliott TRUDEAU (Canada); ainsi que les éminentes personnalités suivantes: Sune BERGSTROM (Suède), Takako DOI (Japon), Bronislaw GEREMEK (Pologne), François HEISBOURG (France), HUANG Hua (Chine), Henry A. KISSINGER (Etats-Unis d'Amérique), William P. LAUGHLIN (Etats-Unis d'Amérique), Emile van LENNEP (Pays-Bas), Vladimir LUKIN (Russie), Jim MAC NEILL (Canada), Taro NAKAYAMA (Japon), I.G. PATEL (Inde), Annemarie RENGER (Allemagne), Nafis SADIK (Pakistan), Helga STEEG (Allemagne), Ahmed Zaki YAMANI (Arabie saoudite); et les journalistes invités ci-après: Nagaharu HAYABUSA (Asahi, Tokyo), Flora LEWIS (The New York Times, Paris), David MARSH (The Financial Times, Londres), Elizabeth POND (John D. et Catherine T. MacArthur Fellow) et Walter STUTZLE (The Tagespiegel, Berlin).

/...

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

4. A cette fin, il importe de donner au processus des négociations sur le désarmement, quelle que soit la forme qu'il revête, un élan nouveau. Les transformations survenues dans l'ancienne Union soviétique ne doivent pas servir de prétexte à l'inaction. Les Etats indépendants qui l'ont remplacée devraient non seulement respecter les traités qu'elle a conclus, mais encore être invités à prendre part au processus des négociations, qu'il s'agisse des négociations sur la réduction des armes stratégiques (START) ou du traité sur la réduction des forces classiques en Europe (FCE). La portée des négociations doit en outre être élargie pour inclure la fabrication d'armes nouvelles.

5. Lorsqu'ils entreront pleinement en vigueur, les accords actuels entre les Etats-Unis d'Amérique et la Communauté d'Etats indépendants (CEI) laisseront encore de 15 000 à 20 000 ogives nucléaires dans les arsenaux et des milliers d'autres dans ceux des autres puissances nucléaires. Le moment est venu pour toutes les puissances nucléaires d'aborder publiquement la question de savoir si la sécurité non nucléaire concerne uniquement les Etats non nucléaires ou s'il n'est pas préférable de s'orienter vers l'élimination totale des armes nucléaires dans le monde.

6. Les Etats dotés d'armes nucléaires devraient dans le court terme s'engager à signer un traité en vertu duquel ils acceptent de ne pas faire usage les premiers d'armes nucléaires et à souscrire aux principes d'une interdiction totale d'utiliser les armes nucléaires et d'une interdiction totale des essais nucléaires. L'élimination de toutes les armes nucléaires qui ferait l'objet d'un contrôle international rigoureux et efficace devrait être proclamée sans aucune ambiguïté un objectif à long terme par les Etats dotés d'armes nucléaires.

7. Comme en témoigne la situation que traverse à l'heure actuelle la CEI, la destruction et le démantèlement des armes nucléaires exigeront une coopération internationale tant sur le plan technique que sur le plan financier. De surcroît, il faudrait encourager à l'échelle internationale la coopération scientifique dans le domaine de la recherche sur de nouveaux processus de démantèlement de ces armes.

8. Les efforts qui visent la destruction des armes biologiques et chimiques devraient être renforcés.

9. Malgré la fin de la guerre froide, le commerce des armes est de nos jours en expansion. Les pays développés comme les pays en voie de développement en sont les uns comme les autres responsables. Ceci étant, c'est aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont également les plus grands exportateurs d'armes dans le monde, qu'il appartient au premier chef d'assumer la responsabilité morale et politique d'une réduction de ce commerce. Ils se doivent de prendre l'initiative en imposant de sévères restrictions à l'exportation d'armements et en arrêtant immédiatement les exportations d'armes vers les régions du monde qui sont le théâtre de conflits armés.

10. Le montant total des dépenses militaires dans le monde est actuellement de l'ordre de 1 000 milliards de dollars des Etats-Unis par an. Au cours de la présente décennie, les pays développés comme les pays en voie de développement devraient s'efforcer de l'abaisser de 50 p.100 en réduisant leurs arsenaux d'armes nucléaires et classiques mais aussi en diminuant le niveau de leurs dépenses militaires. Il est évident que les économies ainsi réalisées devraient être affectées aux efforts



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

déployés pour atténuer la pauvreté. Les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) mais aussi d'autres donateurs d'aide publique au développement, devraient préciser sans aucune équivoque que les efforts faits par les pays en voie de développement pris séparément pour réduire leurs dépenses militaires auront une influence marquée sur les courants d'aide financière dont ils bénéficieront. L'aide publique au développement (APD) devrait être subordonnée à la réduction par ses pays bénéficiaires de leurs dépenses militaires à un maximum de 2 p.100 de leur PNB.

## Economie mondiale

11. L'économie mondiale est confrontée à un gigantesque programme d'action: protection de l'environnement, aide au développement, lutte contre la pauvreté, reconstruction des pays d'Europe centrale et d'Europe orientale ainsi que des pays de l'ancienne Union soviétique, démantèlement des arsenaux d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, conversion de l'industrie militaire et démantèlement de centrales nucléaires qui posent des risques structurels. Cette liste est pourtant loin d'être complète. Pour relever tous ces défis, il est nécessaire que le monde dispose d'un volume de fonds considérable.

12. Parallèlement, on observe un ralentissement de la croissance économique bien en deçà de sa capacité, voire même une récession. Les possibilités de croissance demeurent inexploitées. Les capacités inutilisées et la désindustrialisation des anciennes économies dirigées ont entraîné une augmentation des niveaux de chômage que risque de venir exacerber la conversion extrêmement compliquée des industries militaires à des fins civiles.

13. En sus de ce processus de transition critique, deux des trois économies les plus riches du monde, à savoir les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne depuis son unification, sont demeurées des importatrices de capitaux ou encore le sont devenues cependant que la liste des pays en quête de capitaux s'est elle considérablement allongée. Les intérêts et programmes d'action nationaux ont entraîné un transfert de l'aide au détriment de ses bénéficiaires traditionnels, à savoir les pays du tiers monde. La pénurie de liquidités par suite d'une insuffisance de l'épargne dans le monde entraînera dans un avenir proche un relèvement des taux d'intérêt réels sur les marchés financiers.

14. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, le commerce international joue un rôle d'élément moteur de la croissance. Le Conseil InterAction demande instamment à tous les dirigeants politiques de mettre fin à l'impasse dans laquelle se trouve l'Uruguay Round de l'Accord général et les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Il importe de conclure un accord sur une réduction notable des subventions et d'autres mesures protectionnistes, notamment mais pas uniquement dans le secteur de l'agriculture. Cette question revêt une importance prioritaire.

Tous les pays membres de l'OCDE, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, les pays de la Communauté européenne et le Japon, doivent ouvrir leurs marchés aux produits agricoles et textiles des pays en voie de développement afin de promouvoir une croissance durable et mutuelle.



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le monde peut difficilement se permettre de voir ces nouvelles régions de libre-échange (par exemple, la CEE, la zone nord-américaine de libre-échange et des institutions comparables en Amérique latine) s'ériger en forteresses commerciales susceptibles de miner le système commercial multilatéral. La conclusion d'un accord global dans le cadre de l'Uruguay Round et sur la base du projet en cours de négociation permettra de garantir une croissance mondiale et offrira la possibilité aux pays intéressés d'entreprendre des négociations additionnelles sur le commerce des marchandises et des services.

15. Pour accroître substantiellement le volume des fonds disponibles, les grands pays industrialisés devraient suivre des politiques leur permettant de faire monter considérablement le niveau de leur épargne publique. Il faudra par ailleurs qu'ils modifient leurs programmes d'action politique dans le sens d'une croissance soutenue et de taux d'épargne plus élevés. L'Allemagne en particulier doit retrouver son statut d'exportateur de capitaux. Les Etats-Unis d'Amérique devront à la longue résorber leur déficit et prendre des mesures pour empêcher leur dette de s'alourdir à nouveau. Depuis quelques années, le monde vit en compagnie de la bombe à retardement que représente la dette américaine. La menace de voir cette bombe exploser est constante.

16. Les pays de la CEI et d'autres pays dont l'économie était jusqu'ici une économie dirigée ont été par la force des choses obligés d'adopter une économie de type occidental. Les espoirs qu'ils nourrissent de recevoir des pays membres de l'OCDE une aide financière massive en vue de soutenir leurs efforts de reconstruction ne sont absolument pas réalistes compte tenu de la pénurie de crédits qui afflige le monde. Ils auraient intérêt à se fier davantage dans leurs capacités et leurs ressources qui constituent une base plus sûre et indispensable du processus de transition. Le renforcement mutuellement profitable de la coopération entre les pays de la CEI et les autres régions du monde, y compris les anciens Etats membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), pourrait être la contribution la plus utile à leur développement.

17. A l'heure actuelle, la quasi-totalité des marchés et notamment les marchés financiers se sont mondialisés. Malheureusement, les mécanismes de contrôle ou les accords existants sur des normes communes qui régissent les opérations financières sont insuffisants. Par voie de conséquence, on a assisté partout dans le monde à une escalade sans précédent de la corruption et à une augmentation rapide du nombre des scandales financiers. Il conviendrait de renforcer les organismes mondiaux de surveillance. Les marchés financiers internationaux doivent être soumis à une surveillance internationale. C'est une tâche qui incombe aux pays membres de l'OCDE.

18. Le vingtième siècle a consacré le principe de la coopération économique et monétaire, lequel repose essentiellement sur un système de multilatéralisme. Il est vrai que ce principe est aujourd'hui mis à rude épreuve mais il n'en demeure pas moins valable; il sied de le préserver et d'en élargir avec courage les applications.



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

## Population, environnement et développement

19. Le monde attend beaucoup du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Les dirigeants politiques ont en effet une possibilité historique exceptionnelle d'engager l'humanité sur la voie d'une survie durable au cours du siècle prochain. Dans l'intérêt des générations futures, il est indispensable que tous les pays observent dorénavant le principe de l'autodiscipline démographique et écologique et qu'ils forgent pour ce faire un nouveau contrat mondial fondé sur la prise par toutes les parties intéressées d'engagements qui ne prêtent à aucune équivoque, qui peuvent faire l'objet d'une surveillance et qui sont réalisables dans la pratique.

20. L'accroissement de la population, la dégradation de l'environnement, le réchauffement de la planète, les besoins énergétiques, les modes de production et de consommation, la pauvreté et le niveau de développement sont tous étroitement liés entre eux. Et pourtant, la question prédominante de la démographie ne figure pas à la place qu'elle mérite dans l'ordre du jour du Sommet.

21. Si la population mondiale, qui est aujourd'hui de 5,5 milliards d'habitants, continue de croître au même rythme qu'elle le fait actuellement, elle doublera tous les 40 ans. Pour que les générations futures aient au moins les mêmes opportunités que la présente génération, il faudra élaborer des stratégies de développement entièrement nouvelles et ne pas pousser la planète au delà de seuils critiques. Dans les pays en voie de développement, plus d'un milliard de personnes vivent d'ores et déjà dans des conditions de pauvreté absolue.

22. Aussi longtemps que l'accroissement de la population dans les pays en voie de développement n'est pas stabilisé, la pauvreté continuera de faire plus que jamais de terribles ravages. Si elle ne fait pas l'objet d'une augmentation considérable par rapport à ses niveaux actuels, l'aide publique au développement ne répondra plus aux besoins qu'elle est censée satisfaire. Chaque pays en voie de développement doit

- garantir l'accès à la régulation des naissances, à l'éducation, aux services de santé et aux méthodes de contraception volontaires;

- prolonger la scolarité de tous les jeunes jusqu'à l'âge de 14 ou 16 ans;

- mettre davantage l'accent sur les droits de la femme et ses possibilités d'emploi et améliorer la prestation des services de santé essentiels.

23. Lorsque les pays en voie de développement accordent la priorité à la planification familiale dans les limites de leurs propres ressources budgétaires, les pays industrialisés devraient leur fournir une aide additionnelle considérable.

24. Pour atténuer le réchauffement de la planète, les pays industrialisés doivent prendre des mesures qui encouragent les économies d'énergie et adopter des modes de production et de consommation énergétiques moins préjudiciables à l'environnement. Ils doivent par ailleurs s'engager à coopérer dans le domaine de la recherche et du développement des ressources d'énergie



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

renouvelables, comme l'énergie photovoltaïque/solaire, la biomasse et l'énergie éolienne. Les mécanismes de transfert aux pays en voie de développement de technologies soucieuses de l'environnement devraient être facilités. Les pays en voie de développement devraient, de leur côté, s'engager à appliquer des modes de production et de consommation énergétiques moins nuisibles. Les pays industrialisés devraient consentir aux pays en voie de développement des ressources nouvelles et additionnelles pour les aider à poursuivre des politiques de développement durable comme l'ont déclaré dans un communiqué en décembre 1991 les ministres des pays membres de l'OCDE.

25. La conclusion à Rio de Janeiro de trois conventions internationales efficaces - qui portent sur des questions étroitement liées entre elles, à savoir le réchauffement de la planète, la diversité biologique et le déboisement dans le monde - aurait été un repère pour l'application de politiques énergétiques et économiques viables. S'il est vrai que le Sommet de Rio semble ne pas être à la hauteur de ces exigences, il semble en revanche qu'ait été mis en marche un processus mondial de sensibilisation. Ceci étant, il faut que des mesures concrètes soient prises de plus en plus vite dans tous les domaines. La création d'une Commission mondiale des forêts, indépendante et dotée d'un calendrier de travail précis, pourrait contribuer à l'adoption de mesures pratiques dans un au moins de ces domaines.

26. Depuis le milieu des années 80, le Conseil InterAction insiste sur les conséquences des politiques inefficaces de population et d'environnement et il a, pour y remédier, élaboré un certain nombre de recommandations d'action concrètes. A cet égard, il envisage d'évaluer les résultats de la Conférence de Rio en vue d'élargir la palette de ses recommandations.

## Instruments et institutions

27. La communauté internationale a besoin d'institutions, de mécanismes et d'instruments juridiques efficaces. Toutes les mesures susmentionnées resteront lettre morte aussi longtemps qu'elles ne s'appuient pas sur des mécanismes concrets et institutionnels. Il est évident que la principale tâche à laquelle l'Organisation des Nations Unies devra se consacrer pendant la période consécutive à la guerre froide sera celle de conserver son rôle traditionnel d'organisme de maintien de la paix et d'application des mesures arrêtées par le Conseil de sécurité.

28. Il n'y a dans le domaine de l'environnement, de la population et du développement aucune instance internationale spécifiquement chargée de prendre à l'échelon multilatéral des décisions. Un certain nombre de propositions ont été faites, notamment celles qui consisteraient à restructurer le Conseil économique et social et à confier au Conseil de sécurité ou même à la Cour internationale de justice la solution de ces problèmes. Le Conseil InterAction recommande vivement aux gouvernements qu'ils affectent l'étude de ces questions à une organisme puissant qui relève de l'Organisation des Nations Unies ou qu'ils créent en dehors du système des Nations Unies une organisation nouvelle.



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

29. Dans sa déclaration finale à Prague il y a un an, le Conseil InterAction a demandé "... qu'aucun effort ne soit épargné pour éviter une tragédie inutile et empêcher les effusions de sang en Yougoslavie." Depuis, la Yougoslavie s'est désintégrée et de nouveaux Etats indépendants ont été créés dont trois sont aujourd'hui membres de l'Organisation des Nations Unies. Deux d'entre eux sont les victimes d'une agression militaire qui enfreint les principes de la Charte des Nations Unies, les accords d'Helsinki et le contenu des documents de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Le Conseil InterAction lance un appel à tous les gouvernements pour qu'ils appliquent les décisions du Conseil de sécurité tout en continuant d'insister sur la nécessité pour toutes les parties au conflit de se livrer sans tarder à des négociations sans condition.

## II. CRISE ET CHANGEMENTS EN AMERIQUE LATINE

30. L'Amérique latine qui compte 450 millions d'habitants, soit plus de 8 p.100 de la population mondiale, traverse depuis plusieurs années une grave crise économique, sociale et politique. Malgré un renouveau démocratique, les régimes démocratiques sont soumis à de très fortes pressions du fait des problèmes soulevés par le processus de transition politique et économique. Les seuls moyens d'action ou méthodes traditionnels ne suffisent plus. Une nouvelle stratégie de développement est utilisée en Amérique latine. Cette stratégie vise la réalisation d'un développement durable. Elle repose sur l'assainissement des finances publiques, sur l'ouverture de l'économie, sur la réforme de l'Etat, sur des solutions novatrices aux problèmes de l'environnement et aux problèmes sociaux, et sur le renforcement du respect des droits de l'homme. Pour l'examen de ce sujet, le Conseil InterAction a eu devant lui le rapport de la réunion presidée par Mme. Maria de Lourdes Pintasilgo sur les conclusions et recommandations d'un groupe d'experts de haut niveau intitulé "Crise et changements en Amérique latine" lequel été approuve par le Conseil.[2]

31. Cette nouvelle stratégie de développement doit comprendre la lutte contre la pauvreté, l'octroi d'une attention appropriée aux questions de l'environnement et aux politiques démographiques, compte tenu de la qualité de la vie, de la liberté et de la dignité des individus, et de la vie familiale.

32. La lutte contre la pauvreté en Amérique latine est le principal problème politique, économique et social auquel sont confrontés tous les gouvernements. Il n'y a pas à ce problème de solutions à court terme toutes faites. Les dirigeants doivent accorder à sa solution la même vigueur et la même détermination qu'ils ont accordées à la reprise de l'économie et à l'inflation. La pauvreté menace de rompre le tissu des sociétés. Au nombre de ses principales causes figurent:

---

2. Outre Madame Pintasilgo, les membres ci-après du Conseil InterAction ont participé à cette réunion: Miguel DE LA MADRID HURTADO (Mexique), Misael PASTRANA BORRERO (Colombie), Pierre Elliott TRUDEAU (Canada) et Manuel ULLOA (Pérou); ainsi que les personnalités de haut niveau suivantes: Diego CORDOVEZ (Equateur), Richard FEINBERG (Etats-Unis d'Amérique), Aldo FERRER (Argentine), Wolf GRABENDORFF (Allemagne), Ivan HEAD (Canada), Enrique IGLESIAS (Uruguay), Helio JAGUARIBE DE MATTOS (Brésil), Carlos PEREZ DEL CASTILLO (Uruguay), Augusto RAMIREZ OCAMPO (Colombie), Guadalupe RUIZ-JIMENEZ (Espagne), Jesus SILVA HERZOG (Mexique), Rodolfo STAVENHAGEN et Kaoru HAYAMA (Japon).



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

- une répartition inégale de revenus, qui est liée à la distribution des terres et des moyens de production;

- l'absence de réformes agraires, qui appauvrit les vastes populations rurales;

- l'exécution durant les années 80 de programmes d'ajustement macro-économique qui ont provoqué une réduction marquée des dépenses sociales au détriment essentiellement des segments les plus pauvres de la population.

33. Il n'est pas possible de s'attaquer à la pauvreté et aux problèmes sociaux sans des conditions macro-économiques stables. Fondée qu'elle est sur la prévisibilité des politiques, la croissance économique demeure une condition préalable à l'obtention d'un succès durable dans la lutte contre la pauvreté. Une politique financièrement saine doit combattre l'inflation et réduire les déficits budgétaires. Toutefois, les politiques budgétaires doivent également viser à réaffecter des fonds vers un investissement social massif à long terme dans les secteurs qui en ont le plus besoin, à savoir l'éducation, la santé et la nutrition. Cela sera impossible aussi longtemps que n'est pas trouvée une solution à la crise de l'endettement, laquelle demeure le principal mais aussi le plus grave problème d'un grand nombre de pays du continent latino-américain.

34. Pour réduire les dépenses et générer des recettes, les gouvernements devraient céder la propriété qu'ils détiennent d'entreprises qui n'ont jamais été rentables et adopter des régimes fiscaux et mécanismes de recouvrement plus efficaces. En outre, de sérieux efforts devraient être déployés pour augmenter le taux de l'épargne intérieure par le biais d'une modernisation des systèmes financiers et d'un accroissement de la productivité et de la compétitivité.

35. Les dépenses militaires de l'Amérique latine devraient être fortement amputées et les économies ainsi réalisées affectées à l'éducation, aux soins de santé et autres services sociaux.

36. Pour pallier la répartition injuste des revenus, il convient d'abandonner les politiques excessivement protectionnistes. Il est peu probable que la réduction de la pauvreté dans les zones rurales devienne une réalité à moins que ne soient mis en place une réforme agraire efficace et un régime foncier approprié qui évitent dans le même temps les latifundia et les minifundia improductifs, qui affectent davantage de ressources à l'aide financière et technique et qui garantissent une modernisation des pratiques et des modes de production.

37. La lutte contre le trafic des drogues et la toxicomanie doit constituer une priorité pour la communauté internationale dans son ensemble. Ces phénomènes sapent en effet la stabilité sociale et la sécurité politique, faussent les circuits économiques et représentent un grave danger pour la santé physique et mentale des populations. Les pays du continent latino-américain ne peuvent pas à eux seuls en supporter le fardeau. La production de stupéfiants ne s'arrêtera que le jour où la demande connaît une chute radicale, en particulier dans les pays développés. Pays producteurs et consommateurs doivent formuler de concert des objectifs clairs et contrôlables en vue d'établir un programme international efficace de lutte contre le trafic des drogues à tous ses stades - production, raffinage, commerce et consommation. Nous lançons un appel à tous les gouvernements ainsi qu'à



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils incluent le problème de la drogue dans leurs efforts visant à maintenir la paix.

38. La pauvreté est le résultat de l'ignorance et un système d'éducation inadéquat y contribue pour beaucoup. Il est donc essentiel que tous les pays en voie de développement gèrent de manière appropriée leur système d'éducation. Il convient d'assurer l'efficacité intérieure de l'éducation et de renforcer la rentabilité globale du système. Les pays devront faire plus avec moins.

39. Les efforts en matière d'éducation devraient être axés sur deux domaines:

a) une amélioration substantielle de la qualité de l'enseignement primaire, de préférence en élevant la qualité des enseignants du primaire;
b) l'investissement dans l'enseignement supérieur, compte tenu de la relation directe entre la qualité de cet enseignement et le niveau de développement d'un pays.

Les gouvernements devraient par ailleurs convenir de la création à l'échelle régionale de centres d'excellence. Ils devraient en outre établir un marché commun culturel libre de tout obstacle tarifaire ou autre.

40. La démocratie et le respect des droits de l'homme ont été rétablis ou améliorés dans un grand nombre de pays du continent. Malheureusement, ce phénomène a coïncidé avec un déclin de leurs économies. Aux niveaux actuels d'analphabétisme et de pauvreté, des solutions populistes peuvent devenir attrayantes, mettant en péril une stabilité acquise au prix de lourds sacrifices. C'est la raison pour laquelle les progrès de la démocratie doivent aller de pair avec une reprise de l'économie, l'éradication de la pauvreté absolue et l'instauration d'un ordre social plus équitable.

41. Outre l'amélioration de la démocratie représentative et de la protection des droits de l'homme, il importe d'encourager une démocratie plus participative. La modernisation des partis politiques, la participation active de différents types d'organisation de la société civile et la mise en place de structures appropriées et décentralisées destinées à jouer le rôle d'intermédiaire entre le pouvoir politique et les mouvements sociaux sont essentielles.

42. La redéfinition en cours du rôle de l'Etat devrait améliorer la capacité d'exercer le pouvoir et renforcer la légitimité en faisant appel au secteur privé et à la société dans son ensemble. Il faudrait par ailleurs accorder une plus large place aux mécanismes du marché grâce à un contrôle efficace de l'Etat en vue d'instaurer un équilibre social adapté, de respecter les priorités liées à l'environnement et d'atteindre les objectifs de développement à long terme.

43. Il faudrait certes éviter un retour à une intervention excessive de l'Etat dans la gestion directe de l'économie, mais la privatisation des entreprises publiques ne peut pas être un objectif en soi. Les monopoles publics ne devraient pas être remplacés par des monopoles privés ou par la domination d'intérêts étrangers.



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

44. L'affaiblissement de la place qu'occupe l'Amérique latine dans l'économie mondiale rend la poursuite de l'intégration essentielle pour le renforcement de la compétitivité et de la capacité qu'a le continent de pénétrer les marchés internationaux. Toute intégration engendre une redistribution du pouvoir politique, social et économique entre différentes catégories de la société et différents niveaux de gouvernement, ainsi qu'entre les différents pays. La souveraineté est donc élargie dans l'intérêt du développement du continent.

45. Le processus en cours d'intégration résultera des accords qui seront conclus entre les groupes sous-régionaux déjà constitués. Ces accords convergeront progressivement vers une intégration à l'échelle du continent tout entier. Cette intégration conférera un meilleur pouvoir de négociation vis-à-vis d'autres groupes régionaux et contribuera par là même à façonner un nouvel ordre mondial.

*

* *



Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Ont participé à la session de Querétaro les personnalités suivantes:

1. **Membres du Conseil InterAction**

Helmut Schmidt (République fédérale d'Allemagne), Président
María de Lourdes Pintasilgo (Portugal), Vice-Présidente
Andries van Agt (Pays-Bas)
Kamal Hassan Ali (Egypte)
Oscar Arias Sánchez (Costa Rica)
Kirti Nidhi Bista (Népal)
Miguel de la Madrid Hurtado (Mexique)
Jenoe Fock (Hongrie)
Gerald Ford (Etats-Unis)
Malcolm Fraser (Australie)
Kurt Furgler (Suisse)
Selim Hoss (Liban)
Olusegun Obasanjo (Nigérie)
Misael Pastrana-Borrero (Colombie)
Mitja Ribicic (Yougoslavie)
José Sarney (Brésil)
Shin Hyon-Hwak (République de Corée)
Pierre Elliot Trudeau (Canada)
Manuel Ulloa (Pérou)
Ola Ullsten (Suède)

2. **Invités spéciaux**

Takako Doi (Japon)
Huang Hua (Chine)
William P. Laughlin (Etats-Unis d'Amérique)
Emile van Lennep (Pays-Bas)
Robert McNamara (Etats-Unis d'Amérique)
Isamu Miyazaki (Japon)
Taro Nakayama (Japon)
Horst Schulmann (République fédérale d'Allemagne)
Ronald Roskens (Etats-Unis d'Amérique)
Sheikhe Ahmed Zaki Yamani (Arabie saoudite)
Seiken Sugiura (Japon)
Vadim Zagladin (Russie)

3. **Journalistes invités**

José Hernández Campos (Mexique)
Flora Lewis (Etats-Unis d'Amérique)
Laurent Mossu (France)
Edward Mortimer (Royaume-Uni)
Enrique Ruiz García (Mexique)
Jan Urban (République fédérative tchèque et slovaque)

---

Digitized by Dag Hammarskjöld Library